

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
26 avril 2022
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 25 avril 2022, adressée à la Présidente
du Conseil de sécurité par la Présidente de la Commission
de consolidation de la paix**

Je vous remercie de l'invitation qui m'est faite, en ma qualité de Présidente de la Commission de consolidation de la paix, de présenter un avis écrit, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, à l'occasion de la séance consacrée à la situation dans la région des Grands Lacs qui doit avoir lieu le mercredi 27 avril 2022 (voir annexe).

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et de son annexe à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le faire publier comme document du Conseil.

La Présidente de la Commission de consolidation de la paix
(Signé) Rabab **Fatima**



**Annexe à la lettre datée du 25 avril 2022 adressée à la Présidente
du Conseil de sécurité par la Présidente de la Commission
de consolidation de la paix**

**Avis adressé au Conseil de Sécurité par la Commission
de consolidation de la paix sur la situation dans la région
des Grands Lacs**

Au cours des dernières années, la Commission de consolidation de la paix, conformément à son mandat, s'est employée à mobiliser un appui aux efforts régionaux de consolidation de la paix et à la mise en œuvre de la Stratégie des Nations Unies pour la consolidation de la paix et la prévention et le règlement des conflits dans la région des Grands Lacs (la stratégie régionale). La Commission a accueilli favorablement le plan d'action global pour l'application de la stratégie et, dans le cadre des activités qu'elle a menées récemment dans la région, a mis l'accent sur le renforcement du rôle des femmes dans la consolidation de la paix et le développement ainsi que sur la lutte contre les conséquences socioéconomiques de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

Compte tenu de l'action qu'elle continue de mener au service de la consolidation de la paix dans la région des Grands Lacs, la Commission tient à faire les observations suivantes :

La Commission salue les efforts que l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs fait en vue de mettre en œuvre les priorités en matière de consolidation de la paix prévues dans la stratégie régionale, comme précisé dans le dernier rapport en date du Secrétaire général.

La Commission note qu'il est essentiel de renforcer les programmes nationaux et régionaux de désarmement, démobilisation, rapatriement et réintégration pour consolider la paix dans la région, comme l'a rappelé de manière brutale une série de faits ayant trait au Mouvement du 23 mars survenus récemment en République démocratique du Congo. À cet égard, elle souligne l'importance des contributions du Fonds pour la consolidation de la paix à l'appui de la réintégration des ex-combattants rapatriés de la République démocratique du Congo au Rwanda et accueille avec satisfaction la proposition relative au nouveau programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation de la République démocratique du Congo, et d'autres mesures qui ne sont pas de nature militaire visant l'éradication des forces négatives dans l'est du pays et dans la région.

La Commission juge utiles les activités actuellement menées en vue de promouvoir l'inclusion, la participation et l'autonomisation des femmes et des jeunes, notamment la mise en service du Réseau des femmes entrepreneures des Grands Lacs, dans le cadre des efforts déployés pour soutenir la participation de toutes les composantes de la société à la coopération économique régionale, et la volonté de renforcer les mesures législatives afin de garantir l'égalité des sexes et d'intensifier la participation des femmes aux processus politiques.

La Commission insiste sur la nécessité d'améliorer la gouvernance et la gestion des ressources naturelles pour tirer parti des perspectives socioéconomiques s'offrant à la région.

La Commission, conformément à son mandat, souligne que le partenariat avec les institutions financières internationales et régionales compte pour ce qui est d'appuyer les efforts de consolidation de la paix et de développement dans la région. Elle encourage l'Envoyé spécial à continuer de travailler en collaboration avec les institutions financières internationales en vue d'assurer la concordance et la

cohérence stratégiques des activités articulées autour des piliers de la stratégie régionale.

La Commission demande que la communauté internationale continue de soutenir l'action que les pays de la région et les organisations régionales mènent afin de progresser sur la voie de la paix, de la sécurité et du développement. En se conformant à son mandat, elle continuera de faciliter la mise en œuvre du plan d'action de la stratégie régionale et, à cette fin, s'emploiera à faire bénéficier d'un appui international les projets de consolidation de la paix élaborés par le Bureau de l'Envoyé spécial en consultation avec les pays de la région et en coordination avec le système des Nations Unies, en mettant à profit l'appui aux programmes apporté par le Fonds pour la consolidation de la paix.
